

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : garantir la résilience et une croissance inclusive¹

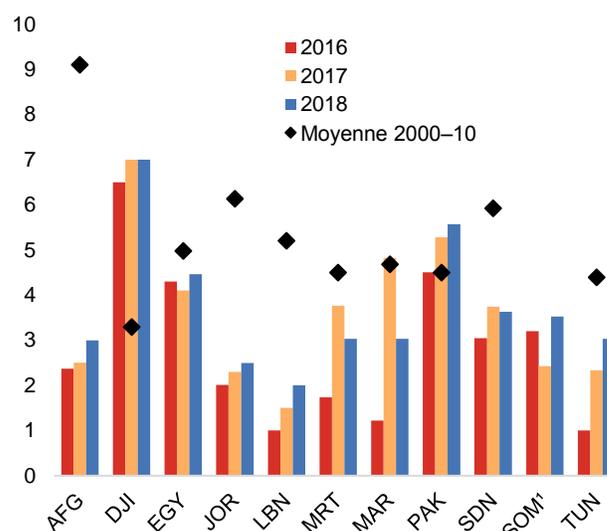
La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait s'élever à 4,3 % en 2017, favorisée par le raffermissement de la demande extérieure et une reprise cyclique de l'économie mondiale. Cette dynamique positive devrait perdurer à moyen terme et porter la croissance à 4,4 % en 2018 et 5,3 % pendant la période 2019–22. Mais, même à ce rythme, la croissance restera inférieure à ce qui serait nécessaire pour relever le défi du chômage dans la région. Compte tenu des différents risques, les perspectives régionales demeurent plutôt baissières. Pour tirer parti de la reprise mondiale et garantir la résilience, les principales priorités demeurent un assainissement budgétaire propice à la croissance et un renforcement des cadres de politique monétaire dans les pays en train d'opter pour des taux de change plus flexibles. Il faut que les réformes structurelles s'accélèrent pour améliorer le cadre d'activité des entreprises, créer des emplois et exploiter au mieux la dynamique de croissance mondiale, et stimuler une croissance inclusive.

Une reprise progressive est en cours

L'activité économique des importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait augmenter de 4,3 % en 2017, un résultat très supérieur aux 3,6 % de 2016 et aux prévisions de la Mise à jour des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* de mai 2017. Le mouvement devrait être assez général, avec une accélération de la croissance attendue dans la plupart des pays importateurs de pétrole (graphique 2.1), sous l'effet de la demande intérieure et des exportations (graphique 2.2)².

Graphique 2.1

La croissance du PIB réel se redresse mais reste inférieure à la moyenne historique
(Variation en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.
Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).
¹Les données pour la Somalie commencent en 2013.

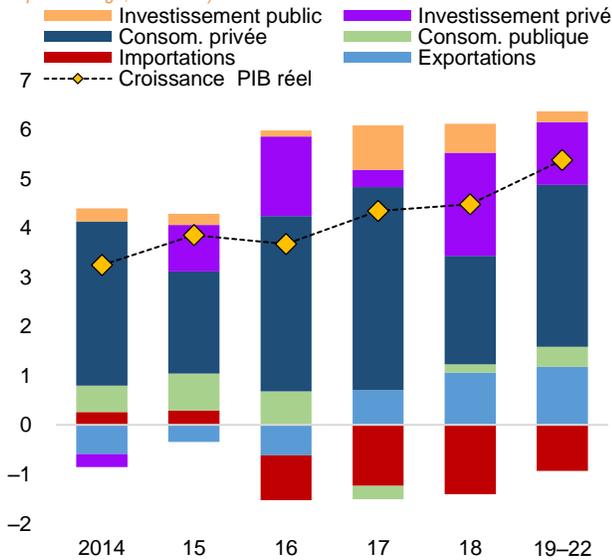
¹Préparé par Boaz Nandwa, avec le concours de Gohar Abajyan et Sebastian Herrador en matière de recherche.

²La croissance est indiquée sur la base de l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (du 21 décembre au 20 décembre) et pour l'Égypte et le Pakistan (juillet à juin). Faute de données suffisantes, la Syrie est exclue de l'analyse.

Graphique 2.2

La croissance devrait s'appuyer sur la demande intérieure et sur la montée des exportations

(Variation en pourcentage et contribution à la croissance en points de pourcentage, 2014–22¹)



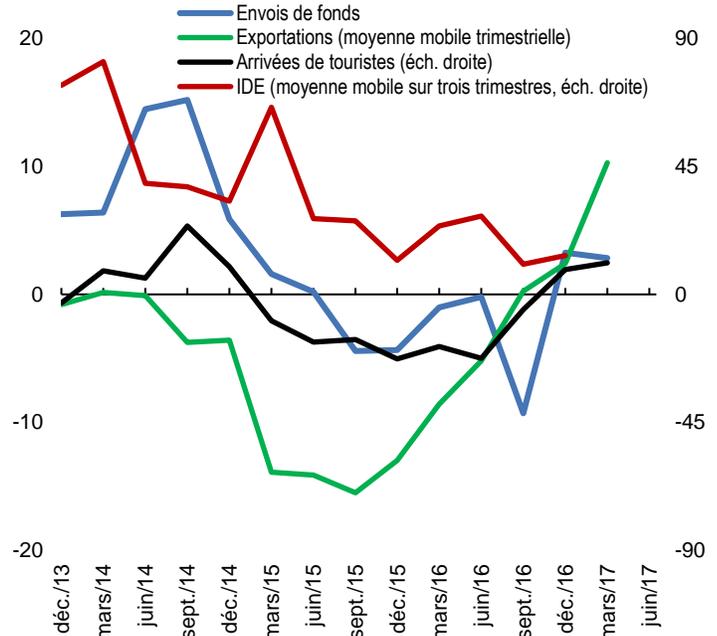
Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹Le chiffre global MOANAP exclut le Soudan. L'investissement privé comprend les stocks et les écarts statistiques.

Graphique 2.3

Rebond du secteur extérieur

(Variation en pourcentage, glissement annuel)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : IDE = investissement direct étranger.

Chez les principaux partenaires commerciaux, l'activité économique s'est intensifiée au premier semestre de cette année, conduisant à une augmentation des envois de fonds; une reprise des exportations (Maroc, Pakistan); une progression de l'investissement direct étranger (Égypte, Maroc); et, bien qu'en net retrait par rapport aux records de 2010, une hausse des arrivées de touristes (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie; graphique 2.3). Les investissements et les exportations de l'Égypte ont augmenté quand les pénuries de devises et la dépréciation monétaire consécutive au flottement de la livre ont pris fin. En parallèle, la faiblesse persistante des prix mondiaux des carburants et de l'alimentation a dopé la consommation privée intérieure.

La croissance est aussi favorisée par un certain nombre de facteurs idiosyncrasiques. Cette année, l'essor de l'industrie minière et les exportations en hausse devraient donner un léger coup de pouce à la croissance jordanienne (2,3 %). Au Maroc, des conditions météorologiques favorables à l'agriculture, un rebond des services et de l'industrie manufacturière, l'expansion des capacités minières et la montée des cours des phosphates contribueront à porter la croissance à 4,8 %. En Mauritanie, les investissements importants dans l'industrie minière et les infrastructures devraient amener la croissance à 3,8 %, tandis qu'à Djibouti, l'essor des projets d'infrastructures portuaires et de l'activité de transbordement devrait relever la croissance à 7,0 %. En Tunisie, elle s'élèvera progressivement à 2,3 %, soutenue par la croissance plus forte en Europe — principal marché d'exportation du pays —, par les réformes structurelles et par le redémarrage du tourisme dans un environnement devenu plus sûr. Au Soudan, après une activité restreinte en 2016, la croissance atteindra 3,7 % cette année, aidée par une augmentation progressive de la consommation privée et publique. La levée récente des sanctions économiques imposées par les États-Unis devrait stimuler l'investissement privé et les échanges commerciaux. Au Pakistan, la hausse de la croissance à 5,3 % s'appuie sur une augmentation de

l'investissement liée au projet d'infrastructures pour le Couloir économique Chine–Pakistan (encadré 2.1) et sur une croissance plus soutenue du crédit.

En Égypte, la croissance n'a guère varié, à 4,3 % au cours de l'exercice 2017, mais a notablement dépassé les prévisions de la Mise à jour des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* de mai 2017, grâce aux politiques de correction des déséquilibres macroéconomiques menées dans le cadre du programme gouvernemental appuyé par un accord du FMI. D'après les indicateurs à haute fréquence, l'élan semble plus puissant. Les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afghanistan sont moins favorables qu'en mai et ne devraient pas s'améliorer, en raison de l'aggravation des problèmes de sécurité. De même, le Liban affichera cette année un rythme de croissance relâché, inférieur là encore aux prévisions de mai et reflétant les effets du conflit qui se prolonge en Syrie sur les moteurs traditionnels du tourisme, le secteur immobilier et la construction. En Somalie, la croissance fléchira à 2,4 %, contre 3,2 % en 2016, du fait de la sécheresse sévère qui pénalise le secteur agricole (encadré 2.2).

À moyen terme, la croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait continuer de s'améliorer progressivement, pour atteindre 4,4 % en 2018 et 5,3 % en moyenne sur la période 2019–22. Des facteurs propres à chaque pays devraient doper la croissance à Djibouti, en Égypte, au Maroc, au Pakistan et en Tunisie. Toutefois, il est probable que la croissance sera plutôt morose en Jordanie, au Liban, en Mauritanie, en Somalie et au Soudan. Globalement, le rythme ne sera pas suffisant pour créer assez d'emplois et absorber le chômage actuel ainsi que les millions de demandeurs d'emploi qui arriveront sur le marché du travail au cours de la période³. La persistance d'un niveau de chômage élevé pourrait entraver les efforts visant à obtenir le consensus nécessaire à l'avancement de réformes essentielles, seules garantes d'une croissance et d'une solidarité accrues.

³Les données historiques montrent qu'une croissance d'au moins 5,5 % est associée à un recul notable du chômage (voir, par exemple, l'édition d'octobre 2013 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

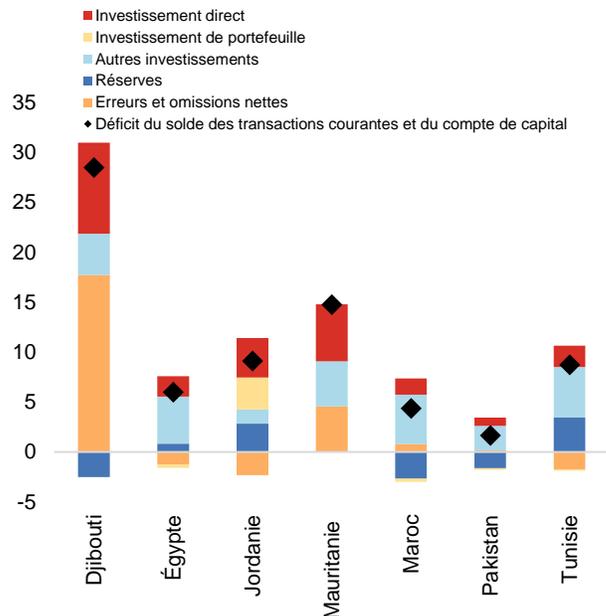
Un secteur extérieur moins vulnérable

En 2016, le secteur extérieur a affiché de piètres résultats, avec un creusement d'environ 1 point de PIB du déficit courant (5,3 %) des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les déficits courants élevés, supérieurs à 10 % du PIB (graphique 2.4), que Djibouti et la Mauritanie ont continué d'afficher, reflétaient l'effet des grands projets d'infrastructure sur les importations de ces deux pays, de même que le retentissement sur le commerce libanais des tensions créées par les problèmes de sécurité en Syrie (Rother *et al.*, 2016).

Les soldes extérieurs s'améliorent peu à peu. Même si le déficit courant devrait rester stable, à 5,3 % du PIB cette année, avec un léger enchérissement du pétrole et la poursuite des importations de biens d'équipement (Djibouti, Mauritanie, Pakistan), il pourrait diminuer à 4,8 % du PIB en 2018, grâce aux retombées positives du raffermissement de l'économie mondiale, y compris les arrivées de touristes et les envois de fonds. Une hausse des prix des matières premières — minerais de fer (Mauritanie), or (Mauritanie et Soudan), phosphates (Jordanie et Maroc) et coton (Pakistan) — améliorera également les termes de l'échange des pays concernés. Les réserves de change ont été renforcées dans certains pays, grâce, entre autres, à une émission obligataire internationale au premier semestre 2017 (Égypte), des entrées de capitaux (Djibouti, Égypte, Maroc, Tunisie), une augmentation des exportations et des envois de fonds, et des décaissements liés aux accords programmatiques avec le FMI⁴. Cette tendance contribue également à la stabilisation monétaire dans certains pays.

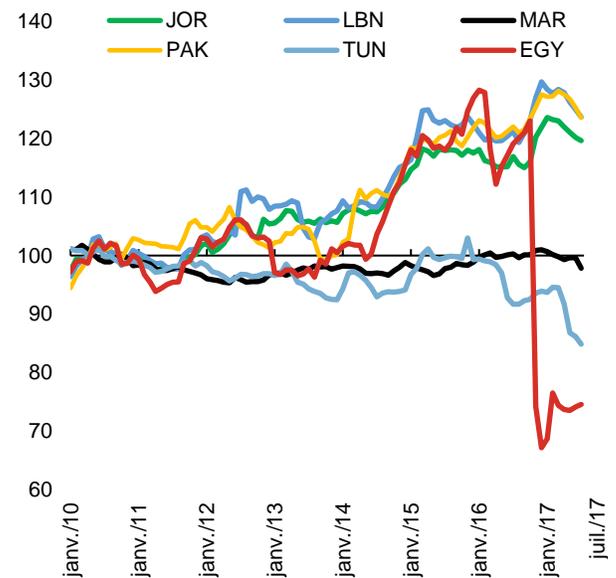
D'autres facteurs nationaux participent à l'amélioration des perspectives du secteur extérieur. En Égypte, le régime de change flottant, la levée des restrictions de change et la mise en œuvre de lois sur

Graphique 2.4
Les situations extérieures varient dans la région
(2016, pourcentage du PIB)¹



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹Les barres superposées représentent les flux nets (+ = entrées).

Graphique 2.5
Tendances diverses du taux de change effectif réel
(Indice, moyenne 2010 = 100)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

⁴Fin août 2017, l'engagement financier total du FMI envers les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (Afghanistan, Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie) s'élevait à 13,7 milliards de DTS; 3,4 milliards de DTS ont été tirés, dont 1,2 milliard de DTS au cours du premier semestre 2017. Le Maroc n'a pas utilisé sa ligne de précaution et de liquidité.

les autorisations industrielles et l'investissement devraient attirer davantage d'investissements directs étrangers et promouvoir les exportations. Les exportations jordaniennes seront favorisées par l'augmentation de la production minière et la hausse des cours des phosphates ainsi que par la réouverture de la frontière avec l'Iraq, tandis que les exportations afghanes bénéficieront du démarrage de vols directs vers l'Inde et de l'achèvement de la liaison ferroviaire vers le port de Chabahar. Néanmoins, l'appréciation des taux de change effectifs réels pourrait être problématique dans certains pays, soulignant la nécessité d'un panachage de mesures bien calibrées pour éviter l'accumulation de vulnérabilités extérieures (graphique 2.5).

Reconstituer les marges de manœuvre budgétaires

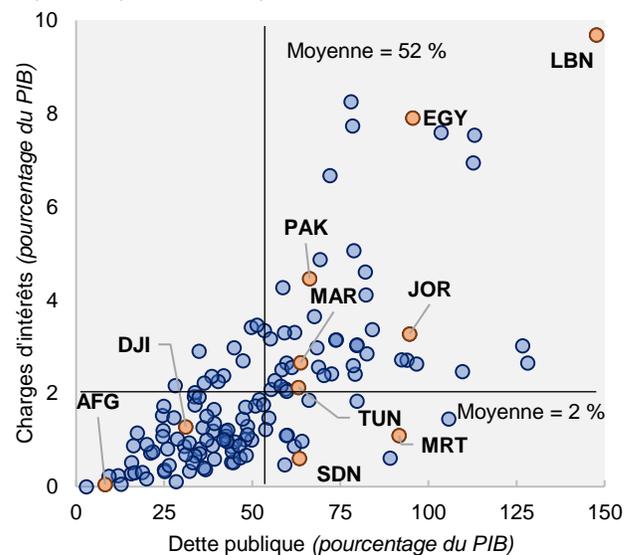
Le déficit budgétaire moyen dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait baisser, de 6,8 % du PIB en 2016 à 6,6 % en 2017, puis descendre à 5,6 % en 2018. Cet assainissement prévu des finances publiques aidera à combler le déficit courant, atténuer les pressions sur le taux de change et reconstituer les marges de manœuvre. L'amélioration de la situation reflète d'autres mesures, prévues ou en cours d'application, visant à maîtriser le coût des subventions à l'énergie (Égypte, Tunisie) et les dépenses courantes non prioritaires (Maroc, Tunisie). Elle renvoie également aux efforts déployés pour renforcer la gestion des finances publiques locales dans le cadre de la décentralisation budgétaire, réduire les régimes fiscaux spéciaux dans les zones franches (Djibouti), supprimer les exonérations de la taxe générale sur les ventes et des droits de douane, lancer des initiatives de lutte contre la fraude fiscale et élargir l'assiette de l'impôt (Égypte, Jordanie, Soudan, Tunisie) et modérer les salaires (Djibouti, Égypte).

Des vulnérabilités importantes perdurent toutefois, après des années de faible mobilisation des recettes intérieures et de dépenses courantes élevées (subventions et salaires) qui, dans la plupart des pays, ont amené la dette à plus de 50 % du PIB (graphique 2.6). Cette tendance a été accentuée par l'effet des réévaluations consécutives aux dépréciations monétaires, la hausse des paiements d'intérêts et la morosité de la croissance. D'autres facteurs tels que l'accumulation des arriérés (Somalie, Soudan), les garanties publiques (Pakistan) et les grands projets d'infrastructure financés par des emprunts extérieurs (Djibouti, Mauritanie, Pakistan; encadré 2.1) pourraient aggraver les problèmes d'endettement. À la fin 2016, la dette publique brute représentait environ 80 % du PIB. Celle du Liban avoisinait 149 % du PIB, en dépit du léger excédent enregistré en 2016.

Graphique 2.6

Le niveau élevé de la dette publique montre qu'il faut poursuivre l'assainissement budgétaire

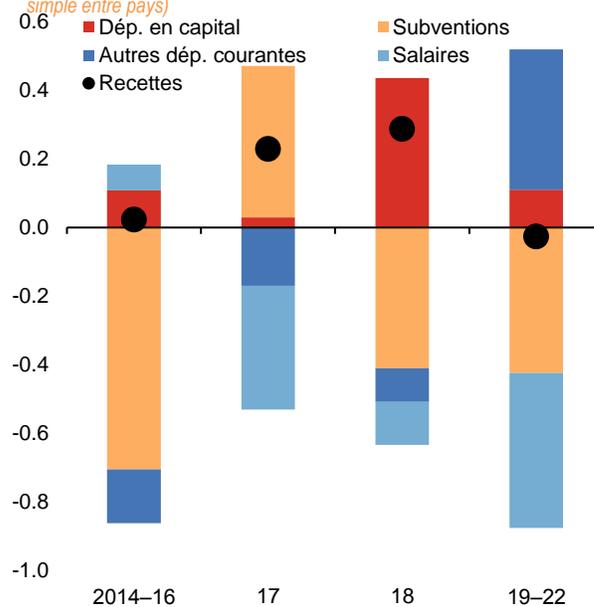
(Indice, moyenne 2010 = 100)



Sources : *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.
Note : Moyennes sur 2015–17. Échantillon de 153 pays émergents et pays en développement (PED). Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les importateurs de pétrole MOANAP sont désignés par un point orange. Les PED sont désignés par un point bleu.

Face aux risques de surendettement, un assainissement budgétaire prolongé et des réformes s'imposent. Les niveaux de dette devraient baisser d'ici 2022 dans la majorité des pays du fait des mesures d'assainissement attendues, consistant par exemple à cibler prudemment les dépenses courantes pour protéger les dépenses sociales tout en améliorant l'efficacité de l'investissement public afin d'atténuer les effets de contraction de la croissance (graphique 2.7). Pour alléger la charge des emprunts, il est impératif de mobiliser davantage les recettes intérieures. Une gestion renforcée des finances publiques, y compris pour améliorer la transparence et la responsabilisation, appuierait cet effort et pourrait dégager une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire. L'augmentation attendue des investissements publics (Mauritanie, Maroc, Pakistan, Tunisie), facilitée notamment par la baisse ininterrompue des dépenses courantes, contribuera au raffermissement prévu de la croissance à moyen terme. Pour renforcer les dispositifs de protection sociale et soutenir les réformes structurelles, les gouvernements revoient et améliorent également le ciblage de l'aide sociale (Égypte, Jordanie, Maroc), tout en rognant sur les dépenses courantes non prioritaires (Maroc, Tunisie). La gestion de la masse salariale publique doit se fonder sur un nouveau modèle, qui privilégie la justesse des diagnostics, la complémentarité avec d'autres réformes pour arriver à une croissance plus solidaire et des budgets viables, et la conception d'institutions adaptées (Tamirisa *et al.*, à paraître).

Graphique 2.7
Une composition de l'assainissement budgétaire propice à la croissance à moyen terme
 (Pourcentage du PIB, variation par rapport à l'année précédente, moyenne simple entre pays)



Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Renforcer les cadres de politique monétaire pour soutenir la flexibilité accrue des taux de change

Globalement, l'inflation dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait atteindre 7,7 % en 2016 et culminer à 15,0 % en 2017 avant de revenir à 8,3 % en 2018 (graphique 2.8). En Égypte et au Soudan, le pic inflationniste résulte pour l'essentiel de facteurs ponctuels. En Égypte, la répercussion d'une forte dépréciation de la monnaie, couplée à une réduction des subventions aux carburants, l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et une hausse des tarifs des services publics, a propulsé l'inflation globale à près de 30 %. Au Soudan, la dépréciation très importante du taux de change parallèle et la monétisation du déficit budgétaire devraient amener l'inflation au-dessus de 25 %.

L'inflation a également augmenté en Afghanistan et en Somalie en raison de la hausse des prix des produits alimentaires importés et de la sécheresse, respectivement. En Tunisie, la réintroduction du mécanisme d'ajustement des prix du pétrole et une légère dépréciation du dinar devraient pousser les

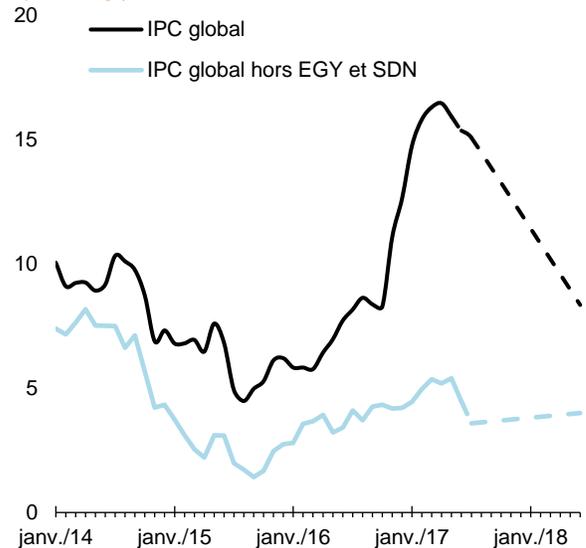
prix à la hausse. En revanche, l'inflation reste globalement négligeable dans certains pays en raison des effets retardés d'appréciations du taux de change effectif nominal (Liban), de la détente des prix alimentaires mondiaux (Maroc, Pakistan) et de l'atténuation des effets exceptionnels de la libéralisation des prix (Jordanie). L'inflation devrait être plus modérée entre 2018 et 2022, compte tenu des mesures de politique monétaire que devraient prendre certains pays, de la dissipation des effets des dépréciations précédentes et de l'amélioration des capacités d'offre consécutive aux réformes structurelles et aux investissements d'infrastructure.

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devront consolider et moderniser leurs cadres de politique monétaire afin de renforcer les mécanismes de transmission, améliorer la communication et la transparence concernant les objectifs visés et perfectionner les outils d'analyse. Pour les pays récemment passés à un régime de change flottant (Égypte, Tunisie), l'adoption d'un véritable régime de ciblage de l'inflation serait souhaitable à terme (Cabral, Carneiro et Mollick, 2016). Dans ce contexte, il sera indispensable de renforcer l'indépendance de la banque centrale pour asseoir sa crédibilité et contribuer à l'ancrage des anticipations d'inflation. Dans certains pays, les responsables de la politique économique devront aussi être attentifs aux problèmes posés par la dollarisation financière.

Graphique 2.8

Des facteurs ponctuels agissent sur l'inflation

(Prix à la consommation; moyenne pour la période, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Haver Analytics; autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Note : IPC = indice des prix à la consommation. L'IPC global exclut Djibouti, la Mauritanie et la Syrie par manque de données récentes.

Stabilité du secteur financier sur fond de reprise de la croissance du crédit

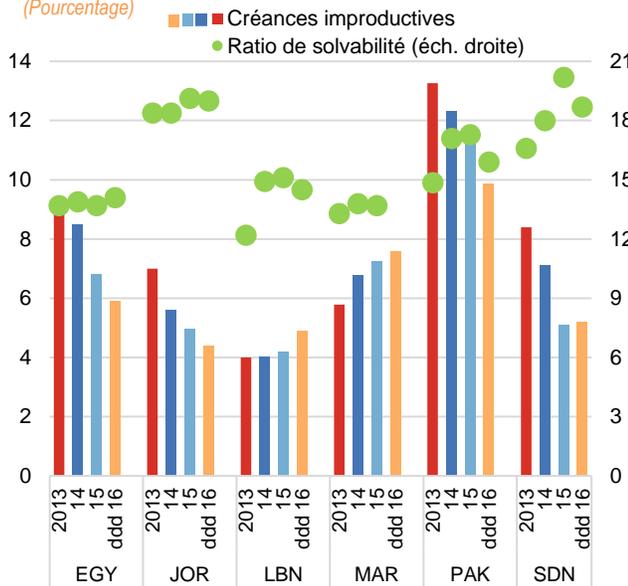
Le secteur financier demeure globalement solide. Fin 2016, la majorité des banques étaient bien capitalisées, liquides et relativement rentables. Toutefois, même si les ratios élevés de créances improductives continuent de baisser au Pakistan et au Soudan, ils tendent à augmenter au Maroc (graphique 2.9). Les réformes réglementaires du secteur bancaire avancent : plusieurs pays renforcent leur cadre de résolution, notamment en se dotant d'un dispositif de garantie des dépôts (Pakistan). Les relations de correspondance bancaire plus limitées qu'auparavant continuent de peser sur les envois de fonds et donc sur les dépôts et l'expansion du crédit (Djibouti, Somalie, Soudan).

Depuis le début de 2017, les taux de croissance du crédit au secteur privé sont en hausse au Maroc et au Pakistan, où les politiques monétaires sont accommodantes, mais sont en recul en Jordanie en raison d'un resserrement de la politique monétaire (graphique 2.10). Il serait souhaitable que cette expansion continue du crédit s'accompagne d'un suivi constant de la solidité du système financier, d'une surveillance rigoureuse des établissements individuels et de la mise en œuvre de politiques macroprudentielles judicieusement ciblées. Dans toute la région, les autorités doivent être attentives aux possibilités qu'offre l'essor rapide des innovations technologiques financières, mais également aux défis qui y sont associés (chapitre 5).

Graphique 2.9

Stabilité des indicateurs de secteur financier

(Pourcentage)



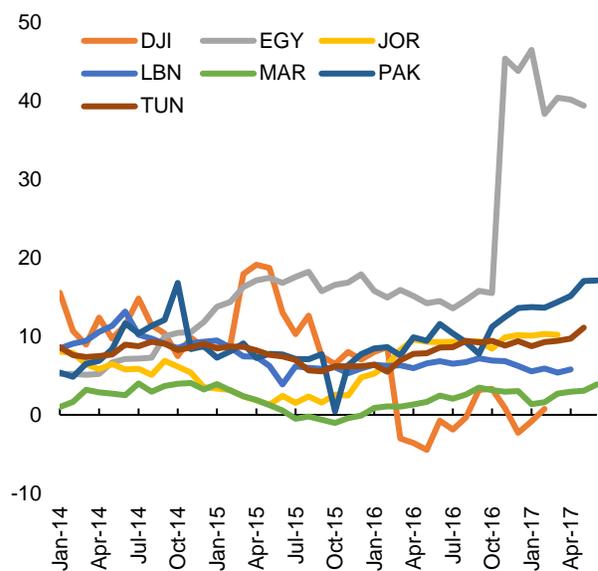
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ddd = dernières données disponibles.

Graphique 2.10

Une expansion du crédit au secteur privé propice à la croissance

(Variation en pourcentage, glissement annuel)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : La croissance du crédit en Égypte libellée en monnaie locale a été impulsée en partie par une forte dépréciation du taux de change à la fin 2016. Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Des réformes structurelles pérennes favoriseraient la création d'emplois et une croissance inclusive

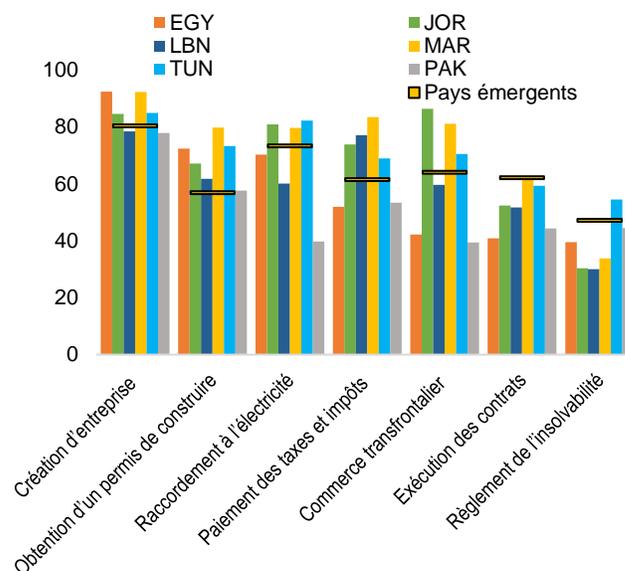
Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP doivent profiter de la hausse anticipée de la croissance pour accélérer les réformes structurelles ambitieuses qui permettront de doper l'activité du secteur public et promouvoir une économie plus dynamique, compétitive et inclusive. Le lancement d'une masse critique de réformes est impératif pour témoigner de la détermination des gouvernements et contribuer encore davantage à renforcer la confiance et la résilience de l'économie (Dabla-Norris, Ho et Kyobe, 2016; Mitra *et al.*, 2016) :

- Il sera essentiel d'améliorer le climat des affaires pour stimuler l'investissement et la croissance tirés par le secteur privé, tout en permettant à la région MOANAP de continuer à bénéficier de la reprise mondiale en cours (graphique 2.11). Une gouvernance et une transparence améliorées, une responsabilisation renforcée et une administration plus efficace rendraient le secteur privé plus confiant (Banque mondiale, 2017). Certains pays réussissent à lever progressivement les obstacles au développement du secteur privé. L'Égypte a notablement amélioré le climat des affaires en 2017 en promulguant des lois sur l'industrie et l'investissement qui ont simplifié l'enregistrement et l'activité des entreprises.

Graphique 2.11

Il faut redoubler d'efforts pour améliorer le climat des affaires

(Distance de la frontière : les valeurs élevées sont meilleures)



Sources : Banque mondiale, base de données *Doing Business*, 2017; calculs des services du FMI.

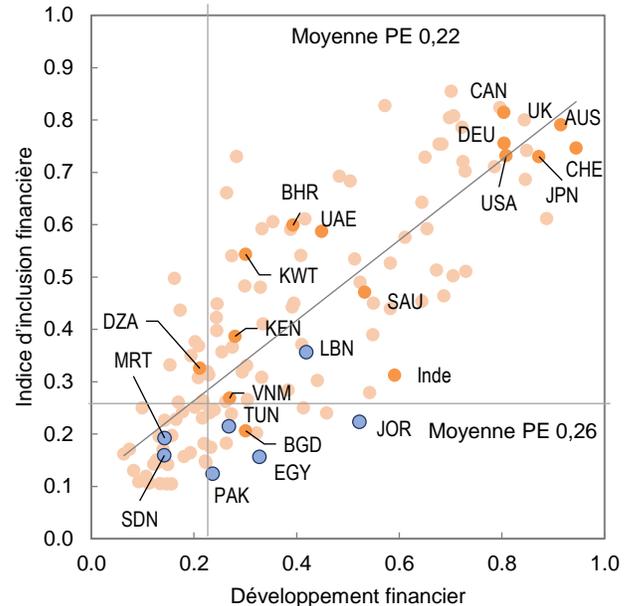
Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

- Dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, les infrastructures insuffisantes et médiocres (en particulier dans les domaines de l'énergie et des transports) restent un obstacle à la croissance tirée par le secteur privé (Sethi, 2015; Estache *et al.*, 2013). Le Pacte avec l'Afrique récemment établi fournit une occasion d'identifier et de lever ces contraintes en promouvant l'investissement privé en Afrique, plus particulièrement en faveur du développement des infrastructures (encadré 2.3). Réduire les déficits d'infrastructures permettrait l'essor de nouveaux secteurs productifs, la création d'emplois et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales (chapitre 4; Cheng *et al.*, 2015). Une intégration mondiale et intrarégionale plus poussée encouragerait à poursuivre le développement de ces chaînes d'approvisionnement et élargirait les possibilités d'exportation, permettant aux pays d'exploiter leurs avantages comparatifs dans les secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre (FMI, à paraître). Des partenariats public-privé innovants pourraient être créés pour financer des projets d'infrastructures, les autorités devant toutefois rester attentives aux risques budgétaires y afférents.
- La persistance d'un chômage élevé, notamment chez les jeunes, et la faible participation à la population active, surtout de la part des femmes, plaident en faveur d'un assouplissement du marché du travail, d'une moindre dépendance à l'égard des emplois publics et d'une amélioration des systèmes éducatifs, pour que l'offre de compétences corresponde mieux à la demande du secteur privé (OCDE, 2016). Les efforts visant à supprimer les inégalités persistantes entre les sexes en matière d'éducation pourraient également déboucher sur une croissance plus équitable et la création d'une nouvelle source de main-d'œuvre plus qualifiée. Globalement, les gains de productivité et la libération du potentiel de travail de la région renforceront la résilience et le caractère inclusif de la croissance (Mitra *et al.*, 2016).

- L'agriculture absorbe plus de 80 % de la main-d'œuvre en Afghanistan et plus de 40 % au Maroc et au Pakistan. Les réformes pour rehausser la productivité agricole et donc le revenu des populations rurales pourraient jouer un rôle majeur dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités (Bustos, Garber et Ponticelli, 2016; Farole et Pathikonda, 2016). Un meilleur accès à l'irrigation, la formation aux bonnes méthodes de production, le recours aux variétés végétales à haut rendement et l'amélioration de l'accès aux marchés doperaient la productivité. Encourager la diversification au travers d'activités agroalimentaires à forte intensité de main-d'œuvre (industrie alimentaire, par exemple) et en favorisant une production agricole à plus forte valeur ajoutée créerait des débouchés en matière d'emploi et aboutirait à une croissance plus solidaire.
- Continuer à privilégier un accès plus large aux financements, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, améliorerait l'inclusion financière et abaisserait le coût du crédit (Demirgüç-Kunt et Singer, 2017; Naceur *et al.*, 2017; graphique 2.12; chapitre 5). Plus généralement, développer les marchés des capitaux dans la région améliorerait l'accès aux financements, avec un effet de catalyseur sur l'entrepreneuriat. Une émission régulière de titres d'État permettant d'établir une courbe des rendements contribuerait à diversifier les canaux de financement pour les entreprises et faciliterait la gestion des liquidités bancaires.

Graphique 2.12

La région a du retard en termes d'inclusion financière et de développement financier



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les importateurs de pétrole MOANAP sont désignés par un point bleu. PE = pays émergents.

Des risques plutôt baissiers

Au final, les risques pesant sur les perspectives demeurent orientés à la baisse, en raison principalement des vulnérabilités provenant de la région elle-même :

- Au niveau régional, les conflits et les menaces pour la sécurité pourraient durer ou s'aggraver, provoquant de nouvelles pertes humaines, la destruction d'infrastructures, des flux d'émigration, la désorganisation des voies commerciales régionales et des investissements transfrontaliers, et le recul du tourisme, y compris dans les pays voisins.
- Le risque de tensions sociales et d'essoufflement des réformes pourrait s'accroître si la croissance demeure morose et que le chômage ne baisse pas, limitant l'élan en faveur des réformes budgétaires et structurelles nécessaires.
- L'activité agricole reste fragile face aux aléas météorologiques et à l'évolution des cours (Maroc, Pakistan, Somalie). En outre, une baisse des prix des produits de base entraînerait des pertes de

recettes publiques et de recettes d'exportation et aggraverait les déficits courants en Mauritanie (minerais de fer, or, cuivre), au Maroc (phosphates, blé, légumes), au Pakistan (coton) et au Soudan (pétrole, or).

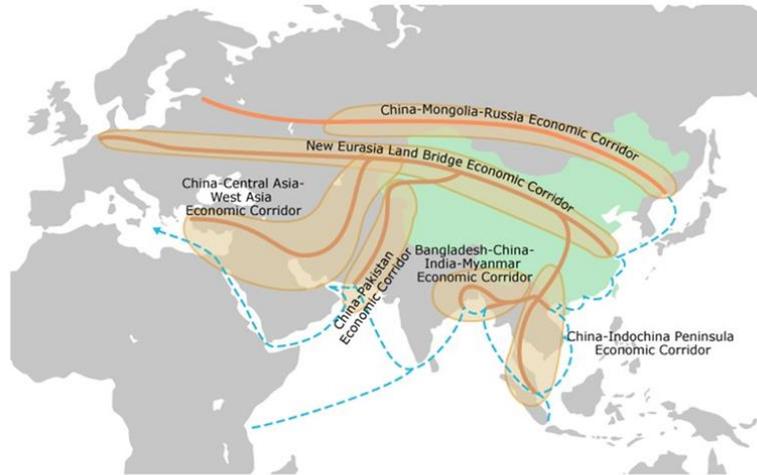
- S'agissant des risques liés à l'environnement mondial, un durcissement plus rapide des conditions financières mondiales (notamment en raison d'une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire aux États-Unis) pourrait faire augmenter les coûts de financement (y compris intérieurs), aggraver les tensions budgétaires et freiner l'investissement privé. Qui plus est, une telle normalisation de la politique monétaire des États-Unis pourrait déboucher sur un dollar plus fort, qui amplifierait les problèmes dans les pays où une grande partie de la dette est libellée en devises (Pakistan, Tunisie). Le risque existe en outre que certains pays avancés optent pour des politiques de repli sur soi, qui nuiraient aux perspectives d'exportation de la région MOANAP. En revanche, un regain d'activité plus important que prévu dans la zone euro et chez d'autres partenaires commerciaux contribuerait à tirer la croissance régionale vers le haut.

Encadré 2.1. L'initiative «la Ceinture et la Route» (ou la Nouvelle Route de la soie) reliera l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest et le Moyen-Orient¹

L'initiative chinoise de très grande envergure qui lance la Nouvelle Route de la soie (NRS) offre à l'Asie centrale, à l'Asie du Sud-Ouest et au Moyen-Orient de nouvelles possibilités de répondre aux besoins d'infrastructure, de renforcer la connectivité économique et financière et de soutenir la diversification et l'emploi. Pour exploiter toutes ces possibilités, il faudrait que les projets soient judicieusement conçus et gérés et que les coûts futurs soient constatés dans leur totalité. Un climat économique d'ouverture et de compétitivité aiderait les pays concernés à maximiser et répartir les bénéfices et les avantages.

Graphique 2.2.1

Initiative de la Nouvelle Route de la soie : six couloirs économiques reliant l'Asie, l'Europe et l'Afrique



Source: Hong Kong Trade Development Council (HKTDC).

L'initiative, qui remonte à 2013, vise à renforcer les liens de la Chine avec l'Europe et l'Afrique en passant par l'Asie centrale et du Sud-Ouest et le Moyen-Orient (graphique 2.1.1). Les pays participant à la Nouvelle Route de la soie sont près de 70 et le chiffre final pourrait atteindre, voire dépasser, la centaine. Les axes privilégiés sont le développement des infrastructures et la facilitation des échanges, la connectivité et l'intégration financières, la coordination des politiques économiques, la recherche conjointe et les échanges entre les peuples. Il y aura six corridors (le nouveau pont terrestre eurasiatique, le corridor Chine–Mongolie–Russie, le corridor Chine–Asie centrale–Asie de l'Ouest, le corridor sino-pakistanaï, le corridor Chine–péninsule indochinoise et le corridor Chine–Myanmar–Bangladesh–Inde), auxquels s'ajoutera la deuxième composante de la NRS, c'est-à-dire la ceinture économique maritime du XXI^e siècle. Le montant cumulé des investissements dans ces corridors pourrait atteindre 1.000 milliards de dollars sur dix ans. Les financements, proposés pour la plupart aux conditions du marché, proviendront de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, de la Banque chinoise de développement, de la Banque chinoise d'import-export et du Fonds de la Route de la soie. D'autres investissements pourraient être financés par des sources publiques et privées, de Chine ou d'ailleurs.

Pour l'Asie centrale et du Sud-Ouest et le Moyen-Orient, les projets de la Nouvelle Route de la soie qui concerneront les infrastructures, l'industrie et les services publics ainsi que les efforts en faveur de la connectivité financière et les échanges entre les peuples pourraient contribuer à combler des déficits d'infrastructure, approfondir l'intégration économique et financière régionale et soutenir la diversification et l'emploi. Les pays du Caucase et d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et de la région

MOANAP qui y participent sont les suivants : Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Djibouti, Géorgie, Iran, Kazakhstan, Ouzbékistan, Pakistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan.

Les principaux projets associés à la NRS seront :

- des investissements dans l'énergie et dans les infrastructures ferroviaires, routières et portuaires au Pakistan, pour un montant total de 55 milliards de dollars durant la prochaine décennie;
- des projets liés aux voies ferrées, aux autoroutes et aux ports pour relier l'Europe à la Russie via le Kazakhstan, et à l'Iran et à la Turquie, via le Kazakhstan et le Turkménistan;
- une voie ferrée vers l'Ouzbékistan via la République kirghize, une deuxième vers l'Afghanistan via l'Ouzbékistan et une troisième partant d'un port djiboutien modernisé en direction de l'Éthiopie et du Soudan du Sud;
- des oléoducs et des gazoducs reliant la Chine à l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, et à l'Europe, via la mer Noire et la Turquie;
- des projets en rapport avec l'électricité, les ressources naturelles, l'industrie extractive, l'industrie manufacturière, l'agriculture et la transformation des produits alimentaires dans toute la région.

Il est probable que les constructions, l'augmentation de l'approvisionnement en énergie, l'amélioration de la connectivité, les transferts de technologie et le développement des échanges commerciaux produiront des effets bénéfiques. Les projets réalisés dans le cadre de la Nouvelle Route de la soie devraient aider à diversifier l'économie et stimuler les exportations et l'emploi, tandis que les projets de services publics devraient réduire, voire régler, les pénuries d'énergie. La connectivité financière, l'intégration commerciale et les programmes de recherche et d'échange devraient aussi être bénéfiques en facilitant l'inclusion dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et en dopant l'investissement privé ainsi que la production, les exportations, la valeur ajoutée et l'emploi (chapitre 4). C'est une perspective particulièrement encourageante, car les coûts de transport sont élevés dans toute la région, le degré d'ouverture est relativement faible et les déficits d'infrastructure sont considérables.

En dépit de ses avantages potentiels, la Nouvelle Route de la soie se heurtera à certains obstacles, comme la réalisation et la gestion de projets à cheval sur plusieurs pays et s'inscrivant parfois dans un contexte géographique, des politiques économiques ou des conditions environnementales complexes. Ces projets seront sans doute assez problématiques en termes de budget, de dette et de position extérieure, en particulier dans les pays de la région MOANAP et du Caucase et d'Asie centrale n'ayant guère de latitude pour creuser leur déficit budgétaire ou accroître leur dette publique. Ils pourraient aussi évincer les dépenses dans d'autres domaines de développement. Les flux financiers générés pourraient quant à eux perturber les taux de change. En outre, tout en dégagant de nouvelles recettes fiscales et d'exportation, les projets de la NRS induiront de nouvelles charges budgétaires liées aux coûts d'exploitation et d'entretien, et grèveront la balance des paiements (remboursement des prêts, service des intérêts, rapatriement des bénéficiaires, importations de combustibles). Les exonérations dont bénéficieront les projets de la NRS pèseront sur les budgets nationaux.

Par conséquent, il sera essentiel de renforcer les cadres fiscaux et budgétaires à moyen terme et les capacités d'évaluation et de gestion des coûts des projets, des modalités financières et des risques (y compris ceux découlant des incitations fiscales). Il faudrait que les projets de la NRS soient bien conçus, commercialement rentables et que leur mise en œuvre soit efficace et fasse l'objet d'un suivi étroit. Les transactions devraient s'effectuer à des conditions aussi concessionnelles que possible pour les pays à faible revenu, être transparentes et privilégier les retombées en termes d'emplois et d'intrants locaux (équipements, matières,

machines). Les projets menés conjointement avec des institutions financières internationales seraient les bienvenus, car ils bénéficieraient de mécanismes établis d'évaluation et de suivi et, éventuellement, de financements concessionnels supplémentaires.

Enfin, pour faciliter les retombées positives pour les économies locales, il faut offrir aux entreprises de la région un environnement économique ouvert et compétitif, dans lequel les entrepreneurs des secteurs non liés aux produits de base (services, logistiques, industrie manufacturière) bénéficieraient de meilleures infrastructures physiques et financières, de coûts plus bas et d'un accès plus simple aux marchés mondiaux et aux principaux marchés bilatéraux. Les entreprises de transport, les services publics et les banques des différents pays participants devraient être suffisamment solides et, dans les transports et les services publics, la tarification devrait garantir la récupération des coûts. Il sera capital que les pays traversés par la NRS et leurs partenaires commerciaux soient prêts à favoriser l'intégration et les exportations dans le cadre de cette initiative.

Le mandat du FMI prévoit de soutenir la coopération multilatérale, renforcer la stabilité mondiale et économique et promouvoir une croissance durable et inclusive, autant d'objectifs conformes aux priorités de la NRS. Le FMI s'engage aux côtés de ses pays membres, auxquels il fournit des conseils de politique économique, une assistance technique et des formations dans des domaines qui les aideront à mieux évaluer et gérer leurs projets d'investissement, dont ceux de la NRS. L'Initiative pour le soutien aux infrastructures, qui reflète un nouvel engagement du FMI, vise à prêter main forte aux pays membres en leur proposant divers outils d'évaluation relatifs à la gestion des investissements publics, aux risques budgétaires des partenariats public-privé, aux liens dette-investissement-croissance et à la viabilité de la dette, et des conseils stratégiques pour la gestion de la dette à moyen terme.

¹Préparé par Mark Horton.

Encadré 2.2. La Somalie se reconstruit après des décennies de guerre civile¹

La fin de la guerre civile qui déchirait la Somalie est une occasion unique de reconstruire l'économie du pays. Les partenaires internationaux, dont le FMI, fournissent une assistance technique qui produit des résultats tangibles. Le programme de référence du FMI facilitera un soutien financier futur en dressant un bilan des politiques et réformes mises en œuvre et s'accompagnera des conseils de politique économique du FMI.

En Somalie, après plusieurs décennies de guerre civile qui ont ravagé les infrastructures économiques et sociales du pays, les institutions sont dans un état pitoyable et la pauvreté s'est généralisée. Le PIB par habitant entre 2014 et 2016 n'était que de 426 dollars, loin derrière celui des autres pays de la région (tableau 2.2.1). Néanmoins, la guerre civile a cessé à la fin de la décennie 2000 et les élections nationales de février 2017 (les deuxièmes seulement depuis 1991) offrent à la Somalie une occasion de tourner la page.

Tableau 2.2.1
Principaux indicateurs économiques et sociaux, 2014–16
(Moyenne)

	Somalie	PFR ¹
	2014–16 (moyenne)	
Population, total (millions)	13,9	642,0
PIB par habitant (dollars EU courants)	426,0	632,3
APD nette reçue (% du RNB)	22,2	8,7
Espérance de vie à la naissance, total (années)	55,5	61,5
Taux d'activité, total (% pop. âgée de 15 ans et +) ²	54,3	76,2
Taux d'activité, femmes (% pop. féminine de 15 ans et +) ²	33,2	70,0
Taux d'activité, hommes (% pop. masculine de 15 ans et +) ²	75,9	82,6
Délai d'enregistrement d'une propriété (jours)	188,0	78,8

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*; calculs des services du FMI.

¹Pays à faible revenu.

²Estimation de l'Organisation internationale du travail.

Des étapes importantes de la reconstruction économique ont déjà été franchies et le pays peut actuellement compter sur des subventions de donateurs, des envois de fonds et des investissements directs étrangers (émanant essentiellement de la diaspora somalienne). Les partenaires de la Somalie lui apportent une aide importante en termes de maintien de la paix, de renforcement des institutions et d'actions humanitaires. Depuis la reconnaissance du gouvernement fédéral par la communauté internationale en 2012, la Somalie a reçu une assistance technique à grande échelle; elle est l'un des premiers destinataires de l'assistance technique du FMI, qui provient principalement d'un fonds fiduciaire alimenté par plusieurs bailleurs, en étroite coordination avec d'autres partenaires. Cette assistance technique a produit des résultats tangibles dans les domaines de la gestion économique et de la déclaration de données macroéconomiques et financières. S'agissant, d'une part, de la reconstitution des capacités institutionnelles requises pour la préparation et le suivi d'un budget annuel et la mise en œuvre d'une réforme monétaire nationale, et, d'autre part, du renforcement de la gouvernance de la banque centrale, des progrès assez considérables ont également été notés.

Le FMI conseille aussi le gouvernement sur sa politique économique lorsqu'il élabore des mesures et des réformes dans ce domaine. Depuis la reprise de ses relations avec la Somalie en 2013, le FMI y a conduit deux consultations au titre de l'article IV. Afin de soutenir les efforts de reconstruction de l'économie et dresser un bilan de l'application des mesures et des réformes, le gouvernement somalien a signé en mai 2016 un programme de référence d'un an. Ce premier programme étant achevé, un nouveau a été approuvé par la Direction du FMI et couvre la période mai 2017–avril 2018. Bien que l'existence d'arriérés empêche actuellement la Somalie de bénéficier de l'aide financière du FMI, le succès du programme en cours et des suivants aidera le pays à renforcer ses institutions et ses politiques économiques, ce qui devrait lui permettre de prétendre à un allègement de sa dette dans le futur.

Malgré ces avancées, la Somalie reste en butte à d'importantes difficultés. En ce qui concerne la sécurité, la situation toujours précaire est aggravée par le taux de chômage élevé chez les jeunes et une sécheresse qui pénalise fortement l'activité économique et constitue un danger sur le plan humanitaire. La situation budgétaire très inconfortable résulte en partie d'une gestion encore défailante, d'un système de recouvrement de l'impôt

inefficace et d'une dette extérieure très lourde, qui ne pourra pas être remboursée. La banque centrale et le secteur financier sont encore très récents, et la généralisation de la contrefaçon sape la confiance dans la monnaie nationale. À l'avenir, il est essentiel que la Somalie poursuive ses efforts pour conduire des réformes durables et de grande envergure en vue de reconstruire ses institutions et qu'elle fournisse des données économiques, financières et sociales pour faciliter et guider l'élaboration de sa politique économique.

¹Cet encadré a été préparé par Lukas Pender Kohler, Sebastien Walker et Issouf Samake. Les données macroéconomiques sur la Somalie figurant dans la présente édition des *Perspectives économiques régionales* sont les premières que publie le FMI depuis le début des années 90.

Encadré 2.3. Le Pacte avec l’Afrique : une initiative du G-20 pour stimuler l’investissement privé¹

L’objectif du Pacte avec l’Afrique lancé par le Groupe des Vingt (G-20) est d’aider les pays susceptibles de générer une croissance soutenue et inclusive à exploiter leur potentiel, en promouvant l’investissement et améliorant les infrastructures en Afrique. Pour appuyer cette initiative, le FMI renforce l’aide destinée à développer les capacités des pays participants, leur prodigue des conseils de politique économique et intègre des réformes pertinentes dans la conception des programmes bénéficiant de son appui.

Avec le Pacte avec l’Afrique, le G-20 entend promouvoir l’investissement en Afrique par la conclusion de pactes (ou d’accords) entre les pays africains intéressés, les organisations internationales et les partenaires du développement, en ciblant plus particulièrement le développement des infrastructures². L’initiative a été lancée en mars 2017, sous la présidence allemande, par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du G-20. Les pactes signés pour chaque pays indiquent les mesures que devront prendre les participants à l’initiative pour stimuler les flux d’investissement privés :

- Les pays africains participant au Pacte identifieront les réformes propices à la création de conditions plus favorables à l’investissement privé, amélioreront la mobilisation des recettes et financements intérieurs et dégageront une marge de manœuvre afin d’augmenter les investissements publics indispensables dans les infrastructures, tout en veillant à la viabilité de leur dette.
- Le G-20 et les autres pays partenaires promouvront l’initiative et encourageront leurs entreprises à investir dans les pays africains participants, y compris en organisant régulièrement des tours de table d’investisseurs et des manifestations de haut niveau (comme la conférence «Investir dans un avenir en commun» qui s’est tenue à Berlin dernièrement), et appuieront la fourniture d’une assistance technique en conséquence.
- Les organisations internationales fourniront une assistance technique, des conseils de politique économique et un soutien financier pour contribuer à garantir la solidité des cadres macroéconomiques, commerciaux et financiers.
- Le G-20, les autres pays partenaires et les organisations internationales se coordonneront plus étroitement, y compris pour l’assistance technique; intensifieront leur aide dans les phases précoces de préparation des projets d’infrastructure; et feront en sorte que les bras privés des institutions de développement multilatérales et bilatérales investissent davantage.

Les pays africains participant à l’initiative — Côte d’Ivoire, Éthiopie, Ghana, Maroc, Rwanda, Sénégal et Tunisie — sont en train d’achever leurs pactes respectifs. D’autres ont manifesté leur intérêt ou pourraient envisager de participer, notamment l’Algérie et l’Égypte. Cette initiative pourrait considérablement aider à relever le défi qui consiste à doper la croissance et créer des emplois de qualité pour les jeunes de ces pays africains, en particulier en contribuant à préserver la stabilité macroéconomique, améliorer le climat des affaires et renforcer les marchés financiers.

Le FMI a soutenu le lancement et la mise en œuvre de l’initiative, y compris dans le contexte de programmes actifs avec plusieurs pays participants. La concertation avec le FMI et le contenu des programmes prendront en compte les réformes sur lesquelles reposent les pactes tout en protégeant la résilience macroéconomique et la viabilité de la dette publique. Le FMI redouble aussi d’efforts pour le renforcement des capacités dans ses

domaines de compétence afin d'appuyer la mise en œuvre du Pacte, y compris par le biais des centres régionaux d'assistance technique en Afrique et du Centre d'assistance technique au Moyen-Orient.

Pour garantir la viabilité et le succès de cette initiative, un groupe du G-20 chargé du financement des investissements aidera à la réalisation et à la supervision à moyen terme du programme de travail du Pacte avec l'Afrique. Le suivi de ce programme se fondera sur un dialogue au sein de chaque pays et l'envoi de rapports semestriels au G-20.

¹Préparé par Gaëlle Pierre.

²Consulter le site en ligne de l'initiative à l'adresse <https://www.compactwithafrica.org/>.

Bibliographie

- Bustos, P., G. Garber, and J. Ponticelli. 2016. "Capital Allocation across Sectors: Evidence from a Boom in Agriculture." Working Paper 414, Banco Central Do Brasil, Brasilia.
- Cabral, R., F. G. Carneiro, and A. V. Mollick. 2016. "Inflation Targeting and Exchange Rate Volatility in Emerging Markets." Policy Research Working Paper 7712, World Bank, Washington, DC.
- Cheng, K., S. Rehman, D. Seneviratne, and S. Zhang. 2015. "Reaping the Benefits from Global Value Chains." IMF Working Paper 13/108, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dabla-Norris, E., G. Ho, and A. Kyobe. 2016. "Structural Reforms and Productivity Growth in Emerging Market and Developing Economies." IMF Working Paper 16/15, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Demirgüç-Kunt, A., and D. Singer. 2017. "Financial Inclusion and Inclusive Growth: A Review of Recent Empirical Evidence." Policy Research Working Paper 8040, World Bank, Washington, DC.
- Estache, A., E. Ianchovichina, R. Bacon, and I. Salamon. 2013. *Infrastructure and Employment Creation in the Middle East and North Africa*. Washington, DC: World Bank.
- Farole, F., and V. Pathikonda. 2016. "The Capabilities Driving Participation in Global Value Chains." Policy Research Working Paper 7804, World Bank, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). Forthcoming. "Getting Global Economic Integration Right." Washington, DC.
- Mitra, P., A. Hosny, G. Minasyan, M. Fischer, and G. Abajyan. 2016. "Avoiding the New Mediocre: Raising Long-Term Growth in the Middle East and Central Asia." Departmental Paper, Middle East and Central Asia Department, International Monetary Fund, Washington, DC.
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2016/mcd1601.pdf>.
- Naceur, S. B., R. Blotvogel, M. Fischer, and H. Shi. 2017. "Financial Development and Source of Growth: New Evidence." IMF Working Paper 17/143, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2016. *Youth in the MENA Region: How to Bring Them In*. Paris.
- Rother, B., G. Pierre, D. Lombardo, R. Herrala, P. Toffano, E. Roos, A. G. Auclair, and K. Manasseh. 2016. "The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Sahay, R., M. Cihak, P. N'Diaye, A. Barajas, R. Bi, D. Ayala, Y. Gao, A. Kyobe, L. Nguyen, C. Saborowski, K. Svirydzenka, and S. Yousefi. 2015. "Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets." IMF Staff Discussion Note 15/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Sethi, N. 2015. "Power Sector Reforms: Pakistan's Energy Crisis and Ways Forward." In *Pakistan's Interminable Energy Crisis: Is There Any Way Out?* edited by M. Kugelmann. Washington, DC: Wilson Center.

Tamirisa, N., G. Agou, C. Duenwald, K. Dybczak, T. Kass-Hanna, T. Mirzoev, B. Nandwa, and G. Pierre. Forthcoming. "Protecting and Promoting Inclusive Growth and Fiscal Sustainability through the Public Wage Bill in the Middle East and Central Asia Region." International Monetary Fund, Washington, DC.

World Bank. 2016. *World Development Indicators*. World Bank, Washington, DC (accessed June 2017).

World Bank. 2017. *Doing Business Indicators*. World Bank, Washington, DC (accessed June 2017).

**Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP :
principaux indicateurs économiques**

	Moyenne				Projections	
	2000–13	2014	2015	2016	2017	2018
Croissance du PIB réel	4,5	3,2	3,9	3,6	4,3	4,4
<i>(Variation annuelle; en pourcentage)</i>						
Afghanistan, Rép. d ¹	...	2,7	1,3	2,4	2,5	3,0
Djibouti	3,8	6,0	6,5	6,5	7,0	7,0
Égypte	4,4	2,9	4,4	4,3	4,1	4,5
Jordanie	5,4	3,1	2,4	2,0	2,3	2,5
Liban	4,5	2,0	0,8	1,0	1,5	2,0
Mauritanie	4,7	5,6	0,9	1,7	3,8	3,0
Maroc	4,6	2,7	4,5	1,2	4,8	3,0
Pakistan	4,3	4,1	4,1	4,5	5,3	5,6
Somalie	2,0	3,6	3,6	3,2	2,4	3,5
Soudan ¹	4,7	1,6	4,9	3,0	3,7	3,6
République arabe syrienne ²	4,3	...	...	...	...	...
Tunisie	3,8	2,3	1,1	1,0	2,3	3,0
Cisjordanie et Gaza ³	4,1	-0,2	3,4	4,1	3,1	3,0
Hausse des prix à la consommation	6,0	9,4	6,7	7,7	15,0	8,3
<i>(Moyenne sur l'année; en pourcentage)</i>						
Afghanistan, Rép. d ¹	...	4,7	-0,7	4,4	6,0	6,0
Djibouti	3,6	2,9	2,1	2,7	3,0	3,0
Égypte	3,8	10,1	10,4	13,8	29,9	13,0
Jordanie	4,0	2,9	-0,9	-0,8	3,3	1,5
Liban	3,2	1,9	-3,7	-0,8	3,1	2,5
Mauritanie	6,0	3,8	0,5	1,5	2,1	3,7
Maroc	1,7	0,4	1,5	1,6	0,9	1,6
Pakistan	8,8	8,6	4,5	2,9	4,1	4,8
Somalie	...	...	...	...	...	...
Soudan ¹	13,6	36,9	16,9	17,8	26,9	19,0
République arabe syrienne ²	4,9	...	...	...	...	...
Tunisie	3,3	4,9	4,9	3,7	4,5	4,4
Cisjordanie et Gaza ³	3,6	1,7	1,4	-0,2	0,5	1,6
Solde budgétaire global des adm. publ.	-5,5	-7,3	-7,3	-6,8	-6,6	-5,6
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan, Rép. d ⁴	...	-1,7	-1,4	0,1	0,4	0,2
Djibouti	-2,1	-9,6	-21,7	-18,2	-1,6	-0,7
Égypte	-7,8	-11,8	-11,4	-10,9	-9,5	-7,3
Jordanie ⁵	-5,2	-10,3	-5,3	-3,2	-2,5	-0,4
Liban ⁴	-11,6	-6,3	-7,6	-9,3	-9,9	-10,3
Mauritanie ^{4,6}	-2,4	-4,5	-3,4	-0,3	-0,6	-1,8
Maroc ⁴	-4,1	-4,8	-4,2	-4,1	-3,5	-3,0
Pakistan ⁷	-4,7	-4,9	-5,3	-4,4	-5,7	-5,4
Somalie	...	...	...	...	...	...
Soudan ¹	-1,3	-1,4	-1,9	-1,8	-2,4	-2,6
République arabe syrienne ²	...	...	...	...	...	...
Tunisie ⁸	-3,2	-3,7	-5,3	-5,9	-5,9	-5,3
Cisjordanie et Gaza ³	-22,8	-12,5	-11,4	-8,0	-8,4	-7,8
Solde des transactions courantes	-2,4	-4,2	-4,4	-5,3	-5,3	-4,8
<i>(En pourcentage du PIB)</i>						
Afghanistan, Rép. d ¹	...	5,7	3,0	7,1	4,7	1,6
Djibouti	-8,0	-25,1	-31,8	-30,4	-21,0	-18,2
Égypte	-0,5	-0,8	-3,6	-6,0	-5,9	-3,8
Jordanie	-6,1	-7,3	-9,1	-9,3	-8,4	-8,3
Liban	-15,6	-26,4	-18,7	-18,6	-18,0	-16,8
Mauritanie	-13,4	-27,3	-19,7	-14,9	-14,2	-9,6
Maroc	-3,3	-5,9	-2,1	-4,4	-4,0	-2,9
Pakistan	-1,3	-1,3	-1,0	-1,7	-4,0	-4,9
Somalie	-4,8	-6,3	-7,2	-10,1	-11,1	-10,7
Soudan ¹	-5,5	-7,1	-8,0	-5,6	-1,9	-2,0
République arabe syrienne ²	-0,4	...	...	...	...	...
Tunisie	-4,1	-9,1	-8,9	-9,0	-8,7	-8,4
Cisjordanie et Gaza ³	-17,4	-16,9	-16,3	-9,9	-13,1	-13,2

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : Les variables sont déclarées sur la base de l'exercice pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars) jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite, ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), à l'exception de l'inflation.

¹Les données pour 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et les années ultérieures se rapportent au Soudan actuel.

²Les données de 2011–18 excluent la Syrie.

³La Cisjordanie et la bande de Gaza n'est pas un pays membre du FMI et n'est incluse dans aucun des agrégats.

⁴Administration centrale. Pour la Jordanie, inclut les transferts à la compagnie d'électricité.

⁵Le solde budgétaire global inclut les transferts à la compagnie d'électricité NEPCO jusqu'à la fin de 2014.

À compter de 2015, ces transferts ont pris fin.

⁶Y compris recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

⁷Y compris dons.

⁸Y compris coûts de la recapitalisation bancaire et paiements d'arriérés.